

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2024
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 31 décembre 2024, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Japon
et la Représentante permanente de la Suisse auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint un récapitulatif des faits les plus récents relatifs aux travaux du Conseil de sécurité liés à la Cour pénale internationale, établi par le Japon et la Suisse en leur qualité de copoints focaux pour la Cour au Conseil (voir annexe).

Le récapitulatif dresse un aperçu de toutes les réunions et déclarations et de tous les produits pertinents du Conseil de sécurité dans lesquels la Cour a été mentionnée durant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Yamazaki** Kazuyuki

L'Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentante permanente de la Suisse
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Pascale Baeriswyl**



**Annexe à la lettre datée du 31 décembre 2024 adressée à la
Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Japon et la Représentante permanente de la Suisse auprès de
l'Organisation des Nations Unies**

**Informations communiquées par le Japon et la Suisse en leur
qualité de copoints focaux pour la Cour pénale internationale
au Conseil de sécurité concernant les faits les plus récents
relatifs aux travaux du Conseil liés à la Cour
(1^{er} janvier-31 décembre 2024)**

**I. Exposés du Procureur de la Cour pénale internationale au Conseil
de sécurité sur la situation en Libye et la situation au Darfour**

Le Procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, a présenté des exposés au Conseil de sécurité le 29 janvier, le 14 mai, le 5 août et le 19 novembre 2024 sur la situation au Darfour et la situation en Libye, conformément aux résolutions [1593 \(2005\)](#) et [1970 \(2011\)](#), adoptées au titre du Chapitre VII, saisissant la Cour de ces questions.

1. Exposés sur la situation au Darfour (29 janvier et 5 août)

Le Procureur a présenté au Conseil de sécurité ses trente-huitième et trente-neuvième rapports sur la situation au Darfour (Soudan). Au cours de son premier exposé, présenté depuis le Tchad, M. Khan a rendu compte de la situation désastreuse sur le terrain et a relaté ses récentes rencontres avec des survivants à Farchana. Il a indiqué qu'il y avait des raisons de croire que des crimes relevant du Statut de Rome étaient commis sur le territoire du Soudan. Il a souligné que toutes les parties devaient renforcer leur coopération de manière notable et significative. La nomination en souffrance d'un point focal par le Gouvernement soudanais et l'octroi de visas à entrée unique ont été cités comme les seuls faits positifs. Au cours de son deuxième exposé, le Procureur a fait part au Conseil de l'aggravation de la situation. Il a mentionné les souffrances généralisées et les cas poignants de crimes commis contre des enfants ou les touchant, ainsi qu'une longue liste d'allégations de crimes fondés sur le genre. Il a souligné que la commission de ces violations s'expliquait également par un sentiment d'impunité. Néanmoins, le Procureur a indiqué au Conseil que des progrès avaient été réalisés, notamment grâce à une coopération accrue avec les autorités soudanaises, à la collecte d'éléments de preuve et aux poursuites efficaces contre Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman (également connu sous le nom d'« Ali Kushayb »). Il a fait part du fait qu'il espérait annoncer de nouvelles demandes de mandats d'arrêt dans son prochain rapport et a demandé de resserrer la coopération, en particulier concernant l'extradition de fugitifs tels qu'Ahmad Muhammad Harun (également connu sous le nom d'Ahmad Haroun).

2. Exposés sur la situation en Libye (14 mai et 19 novembre)

Le Procureur a présenté au Conseil de sécurité ses vingt-septième et vingt-huitième rapports. Au cours de son premier exposé, il a rappelé qu'il priorisait les saisines du Conseil et les efforts investis dans la stratégie renforcée concernant la Libye. S'appuyant sur ces progrès, il a présenté une feuille de route aux fins de l'achèvement de la phase d'enquête en Libye d'ici la fin de 2025. Il a été souligné que la fin de la phase d'enquête dépendait de la poursuite et du renforcement de la coopération des autorités libyennes. La prochaine période devrait donc donner lieu à une intensification des activités, associée à de nouvelles demandes de mandats d'arrêt

et à un soutien accru aux procédures nationales en Libye. Au cours de son deuxième exposé, présenté depuis Tripoli, M. Khan a souligné les importants progrès réalisés durant la période considérée. Il a donné des détails sur les avancées des enquêtes menées dans le cadre de trois des quatre principaux axes d'enquête. Il a également souligné la coopération accrue avec les autorités libyennes, démontrée par l'organisation de réunions de haut niveau, ainsi que la participation notable de la société civile. Il a réaffirmé l'objectif de conclure les enquêtes d'ici la fin de 2025, sous réserve de la poursuite de la coopération avec la Libye. Il a également annoncé qu'il s'attendait à ce que de nouvelles demandes de mandats d'arrêt soient déposées.

3. Points de presse conjoints de membres du Conseil de sécurité qui sont Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

- Point de presse conjoint sur la situation au Darfour [dont la Cour est saisie au titre de la résolution [1593 \(2005\)](#)] (29 janvier)
- Point de presse conjoint sur la situation en Libye [dont la Cour est saisie au titre de la résolution [1970 \(2011\)](#)] (14 mai)
- Point de presse conjoint sur la situation au Darfour [dont la Cour est saisie au titre de la résolution [1593 \(2005\)](#)] (5 août)
- Point de presse conjoint sur la situation en Libye [dont la Cour est saisie au titre de la résolution [1970 \(2011\)](#)] (19 novembre)

II. Réunions consacrées à la Cour pénale internationale

Aucune réunion, telle que les réunions organisées selon la formule Arria, n'a été consacrée à la Cour pénale internationale en 2024.

III. Autres réunions pertinentes

Des références à la Cour pénale internationale ont été faites lors des réunions suivantes du Conseil de sécurité, par des États membres et des États non membres du Conseil ou par d'autres participants :

1. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 10 janvier 2024 ([S/PV.9526](#))
2. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 12 janvier 2024 ([S/PV.9531](#))
3. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 22 janvier 2024 ([S/PV.9533](#))
4. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 23 et 24 janvier 2024 [[S/PV.9534](#) et [S/PV.9534 \(Resumption 1\)](#)]
5. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 29 janvier 2024 ([S/PV.9538](#))
6. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 31 janvier 2024 ([S/PV.9540](#))
7. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 6 février 2024 ([S/PV.9544](#))
8. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 23 février 2024 ([S/PV.9557](#))
9. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 7 mars 2024 ([S/PV.9567](#))

10. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 8 mars 2024 ([S/PV.9570](#))
11. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité parue sous la cote [S/2017/507](#), 14 mars 2024 [[S/PV.9571 \(Resumption 1\)](#)]
12. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 11 mars 2024 ([S/PV.9572](#))
13. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 15 mars 2024 ([S/PV.9578](#))
14. La situation au Myanmar, 4 avril 2024 ([S/PV.9595](#))
15. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 11 avril 2024 ([S/PV.9600](#))
16. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 12 avril 2024 ([S/PV.9601](#))
17. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 18 et 25 avril 2024 [[S/PV.9608 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9608 \(Resumption 2\)](#)]
18. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 19 avril 2024 ([S/PV.9611](#))
19. Les femmes et la paix et la sécurité, 23 et 26 avril 2024 [[S/PV.9614, S/PV.9614 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9614 \(Resumption 2\)](#)]
20. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 24 avril 2024 ([S/PV.9617](#))
21. La situation en Libye, 14 mai 2024 ([S/PV.9624](#))
22. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 14 mai 2024 ([S/PV.9625](#))
23. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 20 mai 2024 ([S/PV.9629](#))
24. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 20 mai 2024 ([S/PV.9631](#))
25. Protection des civils en période de conflit armé, 21 et 22 mai 2024 [[S/PV.9632, S/PV.9632 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9632 \(Resumption 2\)](#)]
26. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 29 mai 2024 ([S/PV.9638](#))
27. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 7 juin 2024 ([S/PV.9647](#))
28. La situation en République populaire démocratique de Corée, 12 juin 2024 ([S/PV.9653](#))
29. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 13 juin 2024 ([S/PV.9656](#))
30. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 18 juin 2024 ([S/PV.9659](#))
31. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 20 juin 2024 [[S/PV.9662](#) et [S/PV.9662 \(Resumption 1\)](#)]
32. Les enfants et les conflits armés, 26 et 27 juin 2024 [[S/PV.9669, S/PV.9669 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9669 \(Resumption 2\)](#)]
33. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 9 juillet 2024 ([S/PV.9682](#))
34. Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest, 12 juillet 2024 ([S/PV.9685](#))
35. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 16 juillet 2024 ([S/PV.9686](#))

36. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 17 et 19 juillet 2024 [[S/PV.9687](#), [S/PV.9687 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9687 \(Resumption 2\)](#)]
37. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 25 juillet 2024 ([S/PV.9693](#))
38. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 26 juillet 2024 ([S/PV.9694](#))
39. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 31 juillet 2024 ([S/PV.9696](#))
40. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 5 août 2024 ([S/PV.9697](#))
41. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 6 août 2024 ([S/PV.9698](#))
42. Crimes des forces armées ukrainiennes et des bataillons nationalistes, 13 août 2024 (réunion organisée selon la formule Arria)
43. Consolidation et pérennisation de la paix, 21 août 2024 [[S/PV.9710 \(Resumption 1\)](#)]
44. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 28 août 2024 ([S/PV.9714](#))
45. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 30 août 2024 ([S/PV.9716](#))
46. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 4 septembre 2024 ([S/PV.9717](#))
47. Opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 9 septembre 2024 ([S/PV.9719](#))
48. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 10 septembre 2024 ([S/PV.9720](#))
49. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 16 septembre 2024 ([S/PV.9725](#))
50. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 18 septembre 2024 ([S/PV.9727](#))
51. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 19 septembre 2024 ([S/PV.9728](#))
52. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 20 septembre 2024 ([S/PV.9730](#))
53. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 24 septembre 2024 ([S/PV.9731](#))
54. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 25 et 26 septembre 2024 [[S/PV.9732](#), [S/PV.9732 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9732 \(Resumption 2\)](#)]
55. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 30 septembre 2024 ([S/PV.9737](#))
56. La situation en Libye, 9 octobre 2024 ([S/PV.9743](#))
57. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 9 octobre 2024 ([S/PV.9744](#))
58. Maintien de la paix et de la sécurité internationales, 21 octobre 2024 ([S/PV.9753](#))

59. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 21 octobre 2024 ([S/PV.9755](#))
60. Les femmes et la paix et la sécurité, 24 octobre 2024 [[S/PV.9760](#) et [S/PV.9760 \(Resumption 1\)](#)]
61. Violations systématiques du droit international humanitaire commises par les forces armées ukrainiennes sur le territoire de la Fédération de Russie, 25 octobre 2024 (réunion organisée selon la formule Arria)
62. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 28 octobre 2024 ([S/PV.9761](#))
63. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 29 et 30 octobre 2024 [[S/PV.9763](#), [S/PV.9763 \(Resumption 1\)](#) et [S/PV.9763 \(Resumption 2\)](#)]
64. Menaces contre la paix et la sécurité internationales, 31 octobre 2024 ([S/PV.9769](#))
65. La situation en République centrafricaine, 14 novembre 2024 ([S/PV.9783](#))
66. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud, 18 novembre 2024 ([S/PV.9786](#))
67. La situation au Moyen-Orient, 18 novembre 2024 ([S/PV.9787](#))
68. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 18 novembre 2024 ([S/PV.9788](#))
69. La situation en Libye, 19 novembre 2024 ([S/PV.9789](#))
70. La situation au Moyen-Orient, 21 novembre 2024 ([S/PV.9793](#))
71. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 25 novembre 2024 ([S/PV.9794](#))
72. Protection des civils en période de conflit armé, 26 novembre 2024 ([S/PV.9795](#))
73. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 27 novembre 2024 ([S/PV.9796](#))
74. La situation au Moyen-Orient, 3 décembre 2024 ([S/PV.9798](#))
75. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 4 décembre 2024 ([S/PV.9799](#))
76. La situation au Moyen-Orient, 5 décembre 2024 ([S/PV.9800](#))
77. La situation concernant la République démocratique du Congo, 9 décembre 2024 ([S/PV.9804](#))
78. Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, 10 décembre 2024 ([S/PV.9805](#))
79. La situation en Afghanistan, 12 décembre 2024 ([S/PV.9810](#))
80. Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine, 16 décembre 2024 ([S/PV.9816](#))
81. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, 18 décembre 2024 ([S/PV.9819](#))

IV. Résolutions adoptées

Résolution 2759 (2024) sur la situation en République centrafricaine, adoptée le 14 novembre 2024

Se félicite de l'adoption de la Politique nationale des droits de l'homme et réaffirme qu'il est impératif de traduire en justice de toute urgence tous les responsables de violations du droit international humanitaire, de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, quel que soit leur statut ou leur appartenance politique, redit que certains de ces actes peuvent être constitutifs des crimes visés dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, dont la République centrafricaine est un État partie, et rappelle que le fait de se livrer à des actes d'incitation à la violence, en particulier à motivation ethnique ou religieuse, et ainsi de perpétrer ou d'appuyer des actes qui compromettent la paix, la stabilité et la sécurité en République centrafricaine pourrait constituer un fondement pour des désignations aux fins de sanctions conformément à la résolution 2745 (2024) ; (par. 22)

Résolution 2765 (2024) sur la situation concernant la République démocratique du Congo, adoptée le 20 décembre 2024

Engage instamment le Gouvernement congolais à faire répondre de leurs actes les auteurs de violations du droit international humanitaire ou de violations des droits humains ou d'atteintes à ces droits, en particulier celles qui peuvent constituer un génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, souligne l'importance à cet égard de la coopération régionale et de la coopération avec la Cour pénale internationale depuis le renvoi par la République démocratique du Congo devant la Cour de la situation dans le pays en 2004, ainsi que de la coopération avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, et prend note de la saisine de la Cour pénale internationale par les autorités congolaises en mai 2023 et de la décision prise ultérieurement par le Procureur de la Cour de reprendre les enquêtes en République démocratique du Congo, priorité étant donnée aux crimes relevant du Statut de Rome qui sont susceptibles d'avoir été commis au Nord-Kivu depuis janvier 2022 ; (par. 5)

V. Conclusions adoptées

Aucune référence à la Cour pénale internationale n'a été faite dans les conclusions du Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés en 2024.

VI. Déclarations de la présidence

Le Conseil n'a adopté aucune déclaration de la présidence du Conseil de sécurité faisant référence à la Cour pénale internationale en 2024.

VII. Extraits de rapports soumis ou transmis par le Secrétaire général

Application de la résolution 2697 (2023) (S/2024/20, 15 janvier 2024)

Voir les principes relatifs à la protection des données personnelles et au respect de la vie privée, adoptés par le Comité de haut niveau sur la gestion le 11 octobre 2018 ; article 55 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (17 juillet 1998) ; article 95 du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal

international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (IT/32/Rev.50, 8 juillet 2015) ; article 42 du Règlement de procédure et de preuve des Chambres spécialisées pour le Kosovo (2 juin 2020) ; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Manuel sur le monitoring des droits de l'homme (HR/P/PT/7/Rev.1, 2011). (annexe, note 1)

Voir, par exemple : articles 6, 7, 8, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948) ; articles 14 et 16 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (16 décembre 1966) ; article 13 de la Charte arabe des droits de l'homme (2004) ; article 19 de la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam (5 août 1990) ; articles 3, 7 et 26 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (juin 1981) ; articles 5, 6 et 7 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention européenne des droits de l'homme) (4 novembre 1950) ; articles 3, 8, 9 et 10 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme (22 novembre 1969) ; paragraphe 1 de l'article 20 et paragraphe 2 de l'article 21 du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, tel qu'amendé en septembre 2009 ; paragraphe 2 de l'article 64 et paragraphe 1 de l'article 67 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (17 juillet 1998). (annexe, note 2)

Situation au Soudan en application de la résolution 2715 (2023) du Conseil de sécurité (S/2024/204, 29 février 2024)

Le 19 février, la presse a rapporté que le commandant adjoint des Forces armées soudanaises, le général Chamseddine Kabbashi, et le chef adjoint des Forces d'appui rapide, Abdulrahim Hamdan Dagalo, étaient parvenus à Bahreïn, en janvier, à un projet d'accord intitulé « Principes et fondements d'une solution globale à la crise au Soudan ». Il envisagerait notamment un système de gouvernement civil, démocratique et fédéral, le traitement égal de toutes les religions, la création d'une armée nationale professionnelle, le démantèlement du régime du Parti du congrès national dissous et l'extradition des personnes inculpées par la Cour pénale internationale. Par la suite, dans un discours prononcé le 15 février, le général Kabbashi a néanmoins déclaré que les Forces armées soudanaises continueraient de se battre jusqu'à ce que les Forces d'appui rapide libèrent les biens des civils. De même, le général Bourhan a affirmé le 17 février que les Forces armées soudanaises ne négocieraient pas tant que les Forces d'appui rapide ne quitteraient pas Khartoum et l'État de Gazira. Le 11 février, le général Dagalo a déclaré que les Forces d'appui rapide continueraient de se battre, à la suite de l'effondrement des pourparlers de Bahreïn. (par. 12)

Violence sexuelle liée aux conflits (S/2024/292, 4 avril 2024)

Je recommande que le Conseil de sécurité : [...] réfléchisse à la possibilité de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de situations dans lesquelles des crimes de violence sexuelle, au sens du Statut de Rome, auraient été commis ; [par. 93 h)]

Protection des civils en période de conflit armé (S/2024/385, 14 mai 2024)

À la Cour pénale internationale, des procédures ont été engagées ou poursuivies contre des personnes accusées de crimes internationaux commis dans le Darfour, au Mali et en République centrafricaine. En mars 2023, la Cour a lancé deux mandats d'arrêt pour des crimes de guerre présumés, à savoir la déportation de

populations (enfants) et le transfert illégal de populations (enfants) des zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie. (par. 47)

Responsabilité de protéger : l'engagement de prévenir les atrocités criminelles et d'en protéger les populations (S/2024/434, 3 juin 2024)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Déclaration concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel, 17 octobre 2003 ; Cour pénale internationale, Politique en matière de patrimoine culturel, juin 2023. (note 14)

Voir par exemple, Cour pénale internationale, *Le Procureur c. Dominic Ongwen*, affaire n° ICC-02/04-01/15, février 2021. (note 35)

Voir, par exemple, Cour pénale internationale, *Le Procureur c. Ahmad Al Faqi Al Mahdi*, affaire n° ICC-01/12-01/15, avril 2024. (note 37)

Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité (S/2024/480, 19 juin 2024)

Le 20 mai, le Procureur de la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt contre Yahya Sinwar (chef du Hamas à Gaza), Mohammed Diab Ibrahim al-Masri (Commandant en chef de la branche militaire du Hamas, connue sous le nom de Brigades Qassam) et Ismail Haniyeh (Président du Bureau politique du Hamas), au motif qu'ils portaient une responsabilité pénale pour « les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis sur le territoire d'Israël et dans l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) depuis le 7 octobre 2023 au moins ». Le Procureur a également demandé que des mandats d'arrêt soient délivrés contre Benjamin Netanyahu (Premier Ministre d'Israël) et Yoav Gallant (Ministre de la défense d'Israël), au motif qu'ils portaient une responsabilité pénale pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité « commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à compter du 8 octobre 2023 au moins ». (par. 47)

Les femmes et la paix et la sécurité (S/2024/671, 24 septembre 2024)

Au niveau international, en février 2024, la Cour pénale internationale a rendu une ordonnance de réparation aux victimes dans l'affaire contre Dominic Ongwen pour des crimes commis en République démocratique du Congo, qui pourrait concerner près de 50 000 personnes, y compris des victimes de crimes sexuels et fondés sur le genre et des enfants nés de ces crimes. En décembre 2023, le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale a révisé son document de politique générale relatif aux crimes liés au genre en y apportant des ajustements importants, notamment en intégrant dans son travail une approche centrée sur les personnes rescapées et tenant compte des traumatismes subis. (par. 71)

Cour pénale internationale, Chambre de première instance IX, *Le Procureur c. Dominic Ongwen*, affaire n° ICC-02/04-01/15, ordonnance de réparation, 28 février 2024. (note 73)

On trouvera ci-dessous quelques suggestions d'engagements qui pourraient être pris à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire [de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing] : [...] S'employer par tous les moyens à faire en sorte que les auteurs de violations flagrantes des droits des femmes rendent des comptes au niveau international. Pour ce faire, il pourrait être nécessaire de poursuivre les auteurs de persécutions fondées sur le genre, de préparer des dossiers pour la Cour internationale de Justice concernant les violations de la

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de coopérer avec la Cour pénale internationale dans le cadre des enquêtes et des poursuites concernant les crimes fondés sur le genre, d'approuver le recours à des sanctions contre les personnes occupant des postes à responsabilité dans les situations de violations systématiques et généralisées des droits des femmes, ou d'utiliser les systèmes nationaux de justice pénale pour traduire en justice les personnes qui commettent des crimes contre les femmes dans tous les domaines de la vie, notamment des actes de violence sexuelle liée aux conflits, de violence reproductive ou de violence ciblant des femmes engagées dans la vie politique et publique, en ligne et hors ligne ; [par. 103 d)]

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2024/863, 29 novembre 2024)

Le 26 septembre, la Cour de justice de l'Afrique de l'Est a entamé une procédure à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, faisant suite à une requête introduite par la République démocratique du Congo, qui accuse le Rwanda d'avoir commis des actes d'agression violant sa souveraineté, son intégrité territoriale, sa stabilité politique et son indépendance, et argue que les agissements de celui-ci ont entraîné d'importantes violations des droits humains dans le Nord-Kivu. Le Rwanda a demandé que l'affaire soit rejetée, mettant en doute la compétence de la Cour et invoquant des problèmes de procédure. Le 14 octobre, le Procureur de la Cour pénale internationale a annoncé l'ouverture de nouvelles enquêtes sur les crimes commis au Nord-Kivu par toutes les parties au conflit depuis le 1^{er} janvier 2022 à la suite d'un deuxième renvoi par les autorités congolaises en date du 23 mai 2023. (par. 10)

La situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2024/865, 29 novembre 2024)

Le 15 octobre, la Cour pénale internationale a reporté l'audience dans l'affaire concernant le fondateur de l'Armée de résistance du Seigneur, Joseph Kony, qui était en fuite depuis près de 20 ans. M. Kony est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, notamment de meurtres, de traitements cruels, de réduction en esclavage, de viols et d'attaques visant la population civile, soit des actes commis en 2003 et 2004 dans le nord de l'Ouganda. (par. 26)

Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2024/895, 10 décembre 2024)

Le 4 octobre, la Cour pénale internationale a levé les scellés sur six mandats d'arrêt concernant des crimes de guerre qui auraient été commis à Tarhouna. Les personnes citées dans ces mandats d'arrêt pouvaient également faire l'objet de mandats d'arrêt délivrés par le Procureur général de Libye. On ne sait pas exactement où elles se trouvent. (par. 53)